



**COLLÈGE
DE FRANCE**
—1530—

11 place Marcelin Berthelot
75231 PARIS cedex 5

**Acquisition d'un système laser destiné au
refroidissement d'atomes de potassium pour
l'Institut de physique du Collège de France**

2025-26

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Sommaire

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	3
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 - FRACTIONNEMENT.....	3
ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 4 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES.....	3
ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 6 - LIEU DE LIVRAISON.....	3
ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 8 - SYSTEME ATTENDU – CLAUSES TECHNIQUES.....	4
ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
9.1 Représentation des parties.....	4
9.3 Obligations du titulaire.....	5
9.3.1 Obligation d'information.....	5
9.3.2 Responsabilité du titulaire.....	5
9.4 Clauses sociales & environnementales :.....	5
9.5 Constatation de l'exécution des prestations et admission.....	6
9.5.1 Contrôle.....	6
9.5.2 Décision après vérifications.....	6
9.6 Garanties.....	6
9.7 Pénalités.....	7
9.7.1 Pénalités liées à la livraison.....	7
9.7.2 Seuil d'exonération des pénalités.....	8
ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER.....	8
10.1 Forme et contenu des prix.....	8
10.2 Variation des prix.....	8
10.3 Avances.....	9
10.4 Cession et nantissement.....	9
10.5 Modalités de facturation et de règlement.....	9
ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	10
11.1 Echanges dématérialisés.....	10
11.2 Langue.....	10
11.3 Assurances.....	10
11.4 Autres obligations administratives.....	10
11.5 Résiliation.....	11
11.6 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	11
11.7 Différends.....	11
11.8 Droit applicable et tribunal compétent.....	12
ARTICLE 12 - DEROGATIONS.....	12

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Le présent accord-cadre est porté par le Collège de France représenté par son administrateur ou son délégataire.

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

L'accord-cadre a pour objet l'acquisition d'un système laser destiné au refroidissement d'atomes de potassium ainsi que de certaines pièces détachées spécifiques.

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures, il est soumis au Code de la commande public et au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS, ci-après « le CCAG »).

Code(s) CPV de la consultation : 38636100-3 – laser.

Article 2 - FRACTIONNEMENT

L'accord-cadre n'est pas alloté pour cause d'impossibilité de distinguer des prestations distinctes dans son objet. Il n'est pas fractionné en tranche ou en phase.

Article 3 - FORME DU MARCHÉ

L'accord-cadre s'exécute pour partie par paiement d'un prix forfaitaire pour le système laser, et pour partie par l'émission de bons de commandes pour l'achat de pièces détachées. La partie à prix unitaires de l'accord-cadre s'exécute sans montant minimum mais avec un maximum de commande de 40 000 € HT sur la durée total dudit accord-cadre.

Article 4 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

Les variantes ne sont ni prévues ni autorisées. Aucune option ou prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue

Article 5 - DUREE DU MARCHÉ

L'accord-cadre court à compter de sa date de notification pour une durée de 4 ans, le délai de livraison, incluant la démonstration aux utilisateurs, doit s'inscrire dans cette durée. L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

Article 6 - LIEU DE LIVRAISON

Le lieu de livraison est l'institut de physique du Collège de France, sis au Collège de France, 11 place Marcelin Berthelot, 75005 Paris.

Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe : le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le CCAG ;
- l'offre technique du titulaire.

Article 8 - SYSTEME ATTENDU – CLAUSES TECHNIQUES

Les caractéristiques techniques et fonctionnelles du système attendue sont mentionnées au CCTP.

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Représentation des parties

Dès la notification de l'accord-cadre, le Collège de France et le titulaire désignent une ou plusieurs personnes, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Le Collège de France désigne l'institut de Physique comme étant en charge de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Collège de France en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le Collège de France notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

9.2 Délais de livraison

Le délai de livraison est fixé dans l'offre du titulaire. Il comprend la livraison du système et la démonstration de fonctionnement. Le point de départ de ce délai d'exécution est la notification de l'accord-cadre.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait du Collège de France ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Collège de France prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au Collège de France les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. Le Collège de France dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG.

9.3 Obligations du titulaire

9.3.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au Collège de France tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.3.2 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

9.4 Clauses sociales & environnementales :

Clause environnementale :

L'acheteur se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement...). La reprogrammation de la date de livraison peut déroger aux délais de livraison inscrits à l'accord-cadre, sous réserve de la validation expresse de l'acheteur.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution de l'accord-cadre, éventuellement déjà prolongé.

De même le prestataire s'engage à grouper et optimiser ses livraisons afin d'en déduire l'impact environnemental.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Bilan des émissions de gaz à effet de serre :

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de deux (2) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard 15 (quinze) jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

Clause sociale :

Le titulaire s'engage dans son offre et dans l'exécution des prestations à favoriser l'égalité professionnelle et la diversité.

9.5 Constatation de l'exécution des prestations et admission

9.5.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG.

9.5.2 Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG.

9.6 Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG et selon les modalités prévues dans l'offre du titulaire. Cette garantie de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue au code civil. Le remplacement des pièces détachées spécifiques mentionnées au BPU sont réputées prévues pendant la période de garantie et ne seront pas facturées durant ladite période de garantie.

9.7 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du Collège de France de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Principe du contradictoire : Lorsque le Collège de France envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Collège de France considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, et sauf motif reconnu discrétionnairement comme valable par le Collège de France.

9.7.1 Pénalités liées à la livraison

Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, en cas de dépassement du délai contractuel de livraison le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 euros HT par jour calendaire entamé de retard.

Pénalités pour non communication des justificatifs de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation suite à mise en demeure :

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 euros HT.

Plafonnement des pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG de référence, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

9.7.2 Seuil d'exonération des pénalités

Conformément au CCAG de référence, le seuil d'exonération des pénalités de retard est fixé à 1000 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Article 10 - REGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Le système laser objet du présent accord-cadre est traité à prix forfaitaires fixé dans l'acte d'engagement. Les pièces de rechange sont traitées à prix à prix unitaires tels que mentionnés dans le BPU de l'accord-cadre. Ces pièces détachées sont incluses dans la garantie et ne seront facturées qu'à l'issue de cette période de garantie.

Les prix sont réputés complet et comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, notamment le système ou les pièces détachées le cas échéant, le transport, le conditionnement, l'installation, la démonstration à l'utilisation, les marges bénéficiaires et pour risques, ainsi que tous les autres frais résultants de la prestation à réaliser sans que le liste soit exhaustive.

Les prix s'entendent hors taxes et sont majorés, le cas échéant, de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur. L'unité monétaire applicable au présent accord-cadre est l'euro.

10.2 Variation des prix

Le prix du système laser est ferme. Le prix des pièces détachées est révisé annuellement, à la date anniversaire de la notification, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85(I/I_0))$$

Formule dans laquelle :

- P = le prix révisé ;
- P₀ = le prix initial au mois zéro ;
- I = la dernière valeur de l'indice publiée au moment de la demande de révision ;
- I₀ = valeur de cet indice au moment de la demande de révision moins 12 mois.

L'indice en question est l' « indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 27.90 – Autres matériels électriques Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes » (identifiant Insee : 010765006).

Le titulaire s'engage à transmettre au Collège de France, deux mois avant chaque date anniversaire de la notification du marché, et par tous moyens permettant d'attester de la bonne réception, les tarifs applicables pour la nouvelle année. Les prix révisés sont revus à la hausse ou à la baisse.

Le nouveau tarif fera apparaître l'ancien tarif et le pourcentage de variation en indiquant si c'est en plus ou en moins.

Le Collège de France dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception du nouveau prix pour faire connaître ses observations. Passé ce délai, ou dans le silence de celui-ci, le nouveau prix devient applicable à la date anniversaire de la notification.

10.3 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

10.4 Cession et nantissement

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 à R 2191-63 du code de la commande publique

10.5 Modalités de facturation et de règlement

Modalités de facturation : Les demandes de paiements devront comporter obligatoirement le numéro de l'accord-cadre. En cas d'erreur d'adressage imputable au titulaire, le Collège de France ne pourra en aucun être tenu responsable du retard de transmission au service concerné. La date de démarrage du délai global de paiement sera alors la date de réception de la demande de paiement par le Collège de France.

Le titulaire devra transmettre ses factures de façon dématérialisée via Chorus Portail Pro. Pour cela, l'identifiant du Collège de France est son numéro de SIRET : 19753480300014.

Les factures comportent a minima les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro d'accord-cadre (2025-26) ;
- le numéro d'engagement juridique et le code service ;
- la référence au BPU le cas échéant ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;

- le montant des prestations admises conformément aux stipulations de l'accord-cadre hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables directement liés à l'accord-cadre ;
- le montant total TTC le cas échéant des prestations exécutées ;
- la date de facturation.

Modalités de règlement : Les règlements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Echanges dématérialisés

Le Collège de France notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (site PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

11.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

11.3 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au Collège de France. Il devra fournir une copie de sa RC professionnelle dès la notification.

Le titulaire s'engage à informer expressément le Collège de France de toute modification de son contrat d'assurance.

11.4 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au Collège de France les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiées au Collège de France. En cas de manquement le Collège de France ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement. Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues au Code du travail.

11.5 **Résiliation**

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique et selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Collège de France, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00%.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés au Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par l'accord-cadre.

11.6 **Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, le Collège de France peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG.

11.7 **Différends**

Le Collège de France et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

Tout différend entre le titulaire et le Collège de France doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Collège de France dispose d'un délai de deux (2) mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

11.8 **Droit applicable et tribunal compétent**

Le présent accord-cadre public est régi par le droit français. Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

Article 12 - **Dérogations**

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du présent CCAP	Article du CCAG dérogé
6.7	14.1.1
6.7.1	14.1.1, 14.1.2

ANNEXE

TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL :

Le Collège de France est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données (ci-après « RGPD »)

Le présent document a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) d'un marché ou d'accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte du Collège de France les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre des marchés et accords-cadres du Collège de France, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques :

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE)2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est le Collège de France et le sous-traitant est/sont le(s) titulaire(s) des marchés et accords-cadres du Collège de France.

Nature et durée du traitement de données à caractère personnel :

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Collège de France les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestation(s) objet(s) des marchés publics qui lui sont attribué, sans que la liste en soit exhaustive. Ces données à caractère personnel sont traitées pour la durée dudit marché ou accord-cadre.

Les types de données à caractère personnel traités sont les suivantes :

- Les noms et prénoms ;
- Fonctions ;
- Coordonnées professionnelles et personnelles.

Les catégories de personnes concernées par les données sont toute personne bénéficiaire et/ou pouvant prétendre bénéficier des prestations objets des marchés du Collège de France.

Données sensibles :

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou biométriques aux fins

d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé, des données concernant la vie intime ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

Mise en œuvre du traitement :

Obligations du titulaire vis-à-vis du Collège de France :

Le titulaire du marché ou de l'accord-cadre prend, notamment, les engagements suivants :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du Collège de France figurant en annexe ou dans les documents particuliers du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le Collège de France ;
- Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union Européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le Collège de France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.
- Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé. A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche du Collège de France pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution du marché ou de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD. Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, le Collège de France procède à la résiliation du marché ou de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement :

Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit le Collège de France (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le Collège de France n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du Code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du Collège de France, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du RGPD pour le compte et selon les instructions du Collège de France. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe le Collège de France de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement :

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec le Collège de France avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du Collège de France et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution du marché ou de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace Economique Européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;

- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...)

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

Notification des violations de données à caractère personnel :

Le titulaire notifie au Collège de France toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par tout moyen permettant d'en assurer bonne réception.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Collège de France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) au maximum 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte du Collège de France, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou à prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

- Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée, sans retard indu.

- Après accord écrit du Collège de France, le titulaire communique, au nom et pour le compte de celui-ci, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique. La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- La description des mesures prises ou à prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par le Collège de France de ses obligations :

Le titulaire aide le Collège de France :

- À la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données ;
- À la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition du Collège de France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Collège de France ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

Mesures de sécurité :

Le titulaire met en œuvre toutes les mesures de sécurité possible dans la mesure de ses moyens.

Sort des données :

Au terme de l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, le Collège de France informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. Il peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- renvoyer toutes les données à caractère personnel au Collège de France ou au tiers désigné.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données :

Dès la notification du marché ou de l'accord-cadre, le Collège de France communique au titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

Registre des activités de traitement :

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte du Collège de France comprenant :

- Le nom et les coordonnées du Collège de France, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du Collège de France ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel :

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 150 € HT pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire, et/ou pour absence de notification au Collège de France d'une violation de données à caractère personnelle, et/ou pour non-tenue du registre des activités de traitement.

- 50 € HT par jour de retard (à compter du jour de la notification) en cas de non-communication de l'identité du DPD ou en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel.

Conformément au CCAG de référence, le Collège de France peut résilier le marché ou l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire.

DISPOSITION SUR LA CONFIDENTIALITE ET LE SECRET DES AFFAIRES :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiel les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché ou de l'accord-cadre qui lui est attribué, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du Collège de France, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou de l'accord-cadre, ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le Collège de France peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché ou de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par le Collège de France à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

Le Collège de France s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

Le Collège de France informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au Collège de France toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONFLITS D'INTERETS :

Au sens de la réglementation applicable en matière de marchés publics, le conflit d'intérêts est défini comme « toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure du marché public ».

Le titulaire d'un marché public ou d'un accord-cadre du Collège de France s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission.

En cas de cotraitance, la mission peut être répartie entre le ou les autre(s) cotraitant(s), de sorte que le(s) cotraitant(s) placé(s) dans une situation de conflits d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts soi(en)t exclu(s) de la mission litigieuse.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces stipulations non seulement à ses salariés mais également à tout sous-traitant auquel il pourrait avoir recours pour l'exécution du marché ou de l'accord-cadre du Collège de France dont il est titulaire.

Toute situation de conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts non déclarée peut emporter la résiliation du marché ou de l'accord-cadre sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACHAT RESPONSABLE :

Conformément au Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable au marché public ou à l'accord-cadre concerné qui s'y prêtent du Collège de France, si les documents particuliers du marché ou de l'accord-cadre prévoit expressément des clauses d'exécution environnementale ou sociale, ces obligations doivent être vérifiables selon des méthodes objectives, et faire l'objet d'un contrôle effectif.

Des critères dans la notation des offres seront prévus afin de favoriser la mise en place effective et efficiente d'un achat responsable.

En ce sens, le Collège de France œuvre pour la mise en place d'un engagement pour des achats responsables qui s'articule autour des axes suivants :

- Mettre en œuvre une responsabilité sociétale ;
- Réduire l'empreinte environnementale et accompagner la transition écologique ;
- Faciliter l'accès des PME/TPE aux marchés et l'émergence de nouvelles filières ;
- Promouvoir la recherche et l'innovation.

Le titulaire d'un marché public du Collège de France se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché le cas échéant. Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales et sociales fixées par le marché ou l'accord-cadre.

S'agissant du développement durable : Les marchés publics et accord-cadre du Collège de France qui s'y prêtent - c'est-à-dire impliquant des travaux ou la réalisation d'une prestation de service matérielle et quantifiable - prévoient des critères de sélection des offres relatifs au respect de l'environnement et aux mesures en faveur du développement durable mises en œuvre dans l'exécution du marché.

Les marchés publics et accord-cadre du Collège de France peuvent prévoir les mesures écologique et de respect de l'environnement impliquant entre autres l'utilisation de véhicules propres et/ou optimisation des trajets dans le cadre de livraison, l'utilisation prioritaire de produits éco-responsables, l'utilisation prioritaire de produits recyclés/recyclables pour les emballages, la mise en place de mesures de gestion des nuisances (sonores, olfactives, poussières, etc...) dans le cadre de travaux, la mise en place de mesures de sobriété énergétique, liste non exhaustive.

S'agissant de la responsabilité sociétale : Dans les marchés et accords-cadres qui s'y prêtent - c'est-à-dire impliquant l'emploi ou la mise à disposition de personnels - le Collège de France s'efforcera de privilégier la mise en place de leviers afin de contribuer à la réinsertion de personnes éloignées de l'emploi et/ou de personnes en situation de handicap, de favoriser la participation d'acteurs de l'économie sociale et solidaire, et de valoriser les pratiques de responsabilité sociale des entreprises.

DISPOSITIONS EN CAS DE MENACES SANITAIRES GRAVES APPELANT DES MESURES D'URGENCE :

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du Code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché ou de l'accord-cadre par le Collège de France ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché ou de l'accord-cadre par le Collège de France et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent document.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de pénalités contractuelles, de sanctions à l'égard du titulaire, ainsi qu'à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire :

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant du Collège de France et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le Collège de France précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ou de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché ou de l'accord-cadre à la demande du titulaire, le Collège de France se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle du Collège de France. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant au Collège de France d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants, ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative du Collège de France :

Si le Collège de France décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le Collège de France précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

Le Collège de France ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse au Collège de France un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- Les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- Les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- La part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

[Prolongation du délai d'exécution des prestations :](#)

Le Collège de France prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du Collège de France qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché ou de l'accord-cadre. Toute modification de durée ne peut résulter que d'un avenant.

[Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée :](#)

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché ou l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, le Collège de France en prononce la résiliation sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation :

- Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande (le cas échéant) :

L'annulation d'un bon de commande par le Collège de France à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse au Collège de France un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions du CCAG de référence relatives aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- De l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- De l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.
- Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat :

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par l'avis de l'Assemblée du Conseil d'Etat en date du 15 septembre 2022.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Demandes indemnitaires :

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis au Collège de France par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire :

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

DISPOSITIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES :

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le Collège de France.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le Collège de France se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation au Collège de France démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R2194-5 du Code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du marché ou de l'accord-cadre.

Le Collège de France vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire

En cas d'acceptation de la demande par le Collège de France, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur ce fondement précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché ou de l'accord-cadre, le Collège de France et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis

par le titulaire. Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence.

Le montant correspondant est alors récupéré par le Collège de France :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.